



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

Direction des Affaires Economiques

EVALUATION DE L'EFFICACITE ET ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER CAMEROUNAIS

PLAN DE L'EXPOSE

INTRODUCTION

I) ENVIRONNEMENT BANCAIRE ET FINANCIER

II) CADRE CONCEPTUEL

III) PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS

IV) DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

INTRODUCTION (1)

- La croissance économique se heurte à un obstacle fondamental : un financement insuffisant par le système bancaire et financier.
- Un système bancaire et financier inefficace peut influencer négativement le climat des affaires et handicaper le rôle moteur du secteur privé dans la création de la richesse.
- On dira d'un système bancaire et financier qu'il est efficace lorsqu'il permet
 - i) de mobiliser l'épargne;
 - ii) d'affecter les ressources aux emplois les plus productifs en fournissant des informations sur les investissements possibles;
 - iii) de surveiller l'utilisation des fonds et;
 - iv) de faciliter la gestion des risques.

INTRODUCTION (2)

Objet de l'étude.

Apporter des réponses sur:

- Le niveau d'efficacité des banques camerounaises;
- Les causes profondes de la frilosité des établissements de crédits à l'octroi des crédits;
- Les facteurs qui entravent la performance des établissements de crédits et surtout, les variables sur lesquelles agir pour améliorer l'efficacité de l'ensemble du système;

PERIODE DE L'ETUDE: 2002-2008

ECHANTILLONS CONSIDERES

- 12 banques;
- 5 établissements financiers et institutions financières spécialisées (EFIFS);
- 27 établissements de microfinance. (obtenu par un tirage stratifié sur l'ensemble des EMF)

ement bancaire et financier camerounais

- Renforcement du secteur bancaire ces dernières années grâce aux réformes structurelles et aux performances économiques du Cameroun;
- Réduction du risque d'illiquidité des banques grâce à l'action de la Cobac et l'application de nouvelles règles de gestion prudentielle par les banques;
- Accès limité au service bancaire. Le ratio crédit au secteur privé/PIB est demeuré inférieur à 12% sur la période 2003-2008
- Sous-bancarisation de l'économie : le ratio de la masse monétaire sur le PIB représente en moyenne 18% sur la période 2003-2008.
- Evolution rapide et dynamique du secteur de la microfinance, qui draine de plus en plus de promoteurs, de clients et de ressources.

I- CADRE CONCEPTUEL (1)

A- Démarche

DEUX APPROCHES

- L'ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDITS À TRAVERS CERTAINS RATIOS FINANCIERS ;
- L'UTILISATION DE LA METHODE D'ANALYSE PAR ENVELOPEMENT DES DONNEES (DEA).

B- Sources de données

- LES BANQUES: *Extraites du système CERBER de la COBAC, des comptes de résultats des banques, des DSF.*
- LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS ET LES EMF : *Obtenues par le biais d'une enquête réalisée auprès des établissements financiers et des EMF sélectionnés*

CADRE CONCEPTUEL (2)

Modalités de la METHODE DEA

- Le principe de la méthode DEA est la construction d'une frontière de production ou frontière de meilleures pratiques à partir des données de l'échantillon. Et par la suite, de positionner chaque banque par rapport à cette frontière de référence afin de lui attribuer un score d'efficacité technique.
- Les scores d'efficacité technique ainsi attribués à toutes les unités de l'échantillon sont comprise entre 0 et 1.

Par exemple, un score de 0,7 pour une entité A signifie par rapport aux « meilleures », l'entité A est techniquement efficace à 70%. Autrement dit, elle pourrait encore améliorer ses performances productives de 30% sans toutefois accroître ses inputs.

CADRE CONCEPTUEL (3)

LA METHODE DEA (suite)

- Nous considérons une banque ici comme un intermédiaire de transformation (*elle collecte les dépôts auprès de la clientèle et utilise le capital travail, le capital physique pour permettre l'octroi des crédits*).
- L'efficacité technique est appréhendée ici sous l'hypothèse de REV avec une orientation tournée vers la maximisation des outputs à partir d'une combinaison d'inputs et d'une technologie donnée.
 - **Comme input**, (*le travail= nombre d'employés; le capital physique= total des immobilisations; le capital financier= total des dépôts*)
 - **Comme output**, (*le volume des crédits à Court, Moyen et Long termes*)
- L'utilisation des données sur plusieurs années permet le calcul de l'indice de productivité des facteurs (ou indice de Malmquist) qui appréhende l'évolution de la productivité globale des banques, ainsi que celle de leur efficacité technique sur la période étudiée



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

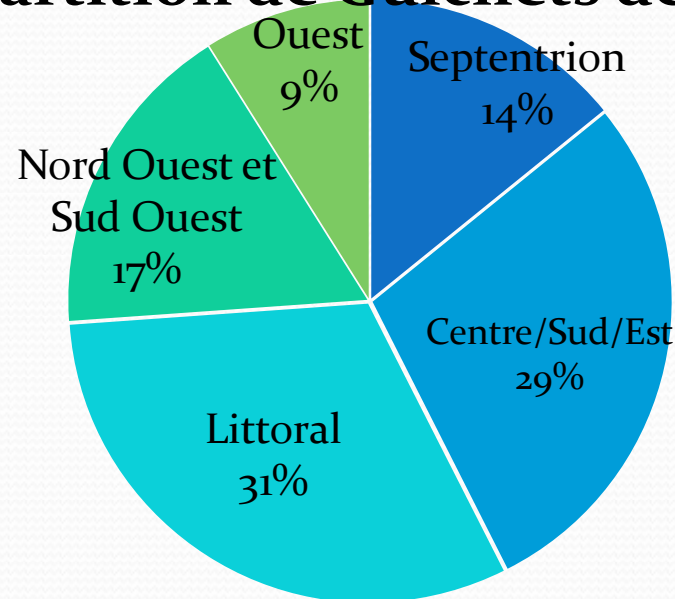
PRINCIPAUX RESULTATS

Repartition et Analyse des RESULTATS (1)

S'agissant des Banques

- Le réseau bancaire s'est amélioré entre 2002 et 2008 (88 guichets en 2002 et 134 en 2008). Par ailleurs, une bonne franche de la population reste encore exclue du système bancaire. Ce réseau bancaire reste moins dense au niveau national (une agence pour 181 000 hbts en 2002; une agence pour 135 000 hbts en 2008) et assez concentré dans la région du littoral.

Répartition de Guichets de banques



on et Analyse des RESULTATS (2)

- Le taux de bancarisation est en nette amélioration et se situe à 13,5% en 2008 contre 9,6% en 2002. Ce résultat se base sur une hypothèse d'une population active à 8 millions d'habitants et n'intégrer pas les comptes ouverts dans les EMF;
- La production du secteur bancaire est sur une tendance haussière sur toute la période. Le produit net bancaire (PNB) se situe en 2008 à environ 163 milliards contre 60 milliards en 2002. Ce dynamisme dans la création de la richesse est impulsé par un nombre réduit de banques (BICEC, SGBC, AFBK, CBC et ECOBANK).
- En terme de structure, le PNB est constitué pour l'essentiel des marges sur opérations avec la clientèle et des marges sur opérations diverses. Par ailleurs, il faut noter que sur toute la période de l'étude, le poids des marges sur opérations avec la clientèle est sur une tendance baissière (de 51% en 2002 à 44% en 2008) alors que celui des marges sur opérations diverses évoluent à la hausse (de 40% en 2002 à 44% en 2008).

ation et Analyse des RESULTATS (3)

- Les banques éprouvent des difficultés à maîtriser leurs charges structurelles. En effet, le coefficient net d'exploitation (CNE) tourne autour de 54% en moyenne sur la période. Le niveau de variabilité est parfois élevé d'une banque à l'autre, c'est ainsi qu'en 2008, certaines banques ont affiché des CNE supérieurs à 70% voire même 100%.
- Le secteur est caractérisé par une liquidité abondante au regard du taux de couverture des emplois par les ressources élevé (150%).
- Le poids des crédits distribués au secteur privé non financier est de moins en moins important dans l'activité bancaire. Les crédits distribués qui représentaient 55% du total du bilan en 2003, se sont inscrits dans une tendance baissière pour s'établir à 41% en 2008 . Ceci montre que les emplois bancaires sont de plus en plus orientés vers des activités autres que la distribution du crédit.

tion et Analyse des RESULTATS (4)

- Le ratio d'intermédiation (capacité des banques à transformer les dépôts en crédits) demeure faible. Il se situe à 59% en 2007 et près de 65% en 2008. Dans la zone UEMOA, il se situe autour de 84% en 2008.
- Les services bancaires demeurent principalement orientés vers les grandes entreprises. Le financement des PME est faible et concentré sur les opérations de court terme.
- L'analyse des ratios prudentiels montre que les banques camerounaises restent en général liquides et suffisamment capitalisées par rapport à l'évolution de leurs risques, exceptées trois banques, à savoir AMITY Bank, CBC et UBC.

entation des RESULTATS (5)

- Avec la méthode DEA nous avons constaté que le niveau moyen annuel d'efficacité technique des banques est resté quasi constant autour de 75% entre 2003 et 2007 avant d'accuser une baisse sensible en 2008 pour se situer à 59%. En d'autres termes, les banques auraient pu accroître de 41% le niveau de crédits en 2008 tout en maintenant inchangé le niveau des inputs.
- Au regard du comportement individuel des banques sur la période de l'étude, nous pouvons dégager quatre grands regroupements :
 - un premier groupe constitué de deux banques ayant des niveaux d'efficacité technique moyen très faibles (AMITY Bank, UBC) ;
 - un second groupe constitué des banques dont le niveau d'efficacité technique moyen se situe à 0,62 (AFBK et CA-SCB);
 - un troisième groupe où l'on retrouve la SGBC (0,89), la CBC (0,81) et la BICEC (0,81) ;
 - et un quatrième groupe avec les banques qui ont des niveaux d'efficacité technique supérieurs à 0,9 (STD BK, ECOBANK et CITIBANK).

Présentation des RESULTATS (6)

Taux de croissance moyen de la productivité globale des facteurs (indice de Malmquist) et de ses composantes sur la période 2003 - 2008

<i>BANQUES</i>	Indice de Malmquist	Changement Technologique	Efficacité Technique Globale	Efficacité Technique Pure	Efficacité d'Echelle
BICEC	1,05	1,06	0,99	1	0,99
CA-SCB	1,01	1,06	0,95	0,97	0,98
SGBC	1,06	1,08	0,99	1	0,99
STD BK	0,88	0,97	0,91	0,93	0,98
AFBK	1,16	1,09	1,07	1,08	0,99
AMITY BK	0,74	1,07	0,69	1,17	0,59
CBC	1,04	1,09	0,95	1	0,95
CITIBANK	1,07	1,07	1	1	1
ECOBANK	1,01	1,08	0,94	1	0,94
UBC	0,87	1,12	0,78	0,65	1,20
MOYENNE	0,98	1,07	0,92	0,97	0,95

Presentation des RESULTATS (7)

Des déterminants de l'efficacité technique

MODELE ECONOMETRIQUE

Ç Variable dépendante (les scores d'efficacité technique)

Ç Variables explicatives

Certains ratios postulés par la théorie bancaire notamment

créances douteuses/total crédits; (-)

fonds propres/total crédits; (-)

total dépôt/total actif; (-)

excédent de trésorerie/ total actif . (-)

couverture des immobilisations; (+)

division des risques; (+)

Présentation des RESULTATS (8) s EMF

- Leur activité reste marginale dans le contexte du système financier actuel, malgré des évolutions significatives. Les crédits distribués et les dépôts collectés représentent environ 11,4% de ceux des banques.
- Certaines de leurs activités se réalisent en violation des dispositions réglementaires en vigueur.
- On note également une abondance de liquidités dans ces structures. Le taux de couverture des emplois par les ressources se situe à 272% en 2008, contre 135% en 2002.
- La fonction fondamentale de transformation des ressources en crédits qui était relativement bien assurée par les EMF jusqu'en 2006, l'est de moins en moins. L'évolution du taux d'intermédiation s'est inscrit dans une tendance baissière passant de 74% en 2002 pour s'établir à 53% en 2008.
- le poids des crédits distribués sur le total du bilan qui se situait à 53% en 2002 est sur une tendance baissière et se situe à 32% en 2008.

Présentation des RESULTATS (9)

S'agissant des établissements financiers et institutions financières spécialisées (EFFIS)

- Le coefficient de transformation des dépôts en crédits est supérieur à 3.
- Les crédits distribués, en pourcentage du total du bilan, sont restés quasi stables à 80% sur toute la période. La marge sur les opérations avec la clientèle est passée de 35% en 2002 à 74% en 2007 et est revenue à 24% en 2008. La marge sur les opérations diverses est plus représentative et se situe fréquemment au dessus de 75%.
- Le coefficient net d'exploitation est très élevé (varie entre 70% en 2005 et 90% en 2008) traduisant ainsi une gestion moins rationnelle des frais généraux par les EFIFS.

IV- DIFFICULTES RENCONTREES

Les principales difficultés sont relatives aux opérations de terrain notamment auprès des EMF et des EFIFS.

- L'inexistence d'un plan comptable harmonisé des EMF qui a été rendu difficile le processus de collecte des informations souhaitées.
- La non disponibilité des données recherchées sur toute la période d'étude, notamment chez les EMF et les EFIFS .
- Certains EMF présents dans l'échantillon étaient en cessation d'activité

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

CONCLUSION (1)

- L'assise financière du secteur s'est améliorée ainsi que la qualité des actifs. Le système a un volume important de liquidités non rémunérés et de fonds propres en moyenne suffisant. Le taux global de couverture des créances douteuses de la clientèle par les provisions s'est amélioré au cours de la période cible.
- En dépit d'une évolution satisfaisante des ratios prudentiels, les banques peinent à respecter le ratio de structure du portefeuille.
- Toutefois, quelques banques restent fragiles car ne répondant pas aux normes minimales de fonds propres, signe de problèmes persistants au niveau du contrôle bancaire. Certaines enfreignent fréquemment les autres ratios prudentiels, notamment ceux qui limitent les engagements des banques envers un seul client ou un seul secteur.

Au Cameroun, le marché bancaire est moyennement concentré (ni de concurrence parfaite, ni de monopole) ; il s'assimile plus à une situation d'entente.

ION ET RECOMMANDATIONS

CONCLUSION (2)

- Le système bancaire et financier est peu efficace. *Plusieurs* établissements de crédit ont vu leur productivité globale de facteurs baisser. Les banques inefficaces sont celles qui ont des difficultés à transformer les surplus de liquidités en actifs rentables ou qui utilisent les dépôts de la clientèle pour financer leurs immobilisations. Cette faible efficacité se traduit par d'importants frais généraux et des marges nettes d'intérêt plus élevées que dans des pays de même niveau de développement.
- Bien que leurs frais généraux soient élevés, le secteur bancaire est rentable.
- L'intermédiation financière est moins développée. Les banques préfèrent orienter leurs ressources vers les emplois de trésorerie certes moins rémunérateurs que les crédits à la clientèle, mais beaucoup plus sécurisants. Les commissions sur services sont de plus en plus recherchées par les banques pour améliorer leur rentabilité.

SION ET RECOMMANDATIONS

CONCLUSION (3)

- Ce manque de dynamisme dans le financement de l'économie a plusieurs explications. Outre les carences juridiques et institutionnelles, les retombées de la crise bancaire du début des années 90, semblent avoir aussi joué un rôle.
- Les systèmes juridiques manquent de moyens financiers et le public ne compte guère sur l'objectivité et la rapidité des procédures devant les tribunaux. La faible protection des droits de propriété et la difficulté de faire respecter les contrats pèsent donc sur le système bancaire et financier.
- Les établissements de crédit hésitent à prêter car ils ont du mal à obtenir des garanties et à saisir des actifs en cas de défaut de paiement. Les banques se méfient des garanties qu'on leur propose.
- Les coefficients de réserves obligatoires sont élevés et en augmentation. Etant donné que ces réserves ne sont pas suffisamment rémunérées, cet instrument équivaut à une lourde taxe sur les banques.
- les coefficients élevés des réserves obligatoires contribuent aux écarts élevés de taux d'intérêt.

SION ET RECOMMANDATIONS

Recommandations

L'amélioration de la contribution du système bancaire et financier camerounais au financement de l'économie passe par:

- La diversification de l'économie, car un pays qui dépend de quelques produits est vulnérable au risque de crédit;
- La promotion de la microfinance ;
- La baisse du taux directeur de la BEAC (taux d'intérêt des appels d'offres négatifs à 7 jours) pour encourager les établissements de crédit à accroître les prêts.
- L'accélération de la mise en place d'un marché régional de la dette pour permettre aux Etats de la CEMAC dont le Cameroun, de mieux financer leurs opérations à court et moyen terme.
- La politique monétaire doit avoir moins recours aux instruments coûteux
- L'élargissement du champ de la régulation bancaire en étendant la surveillance sur un éventail d'opérations et d'acteurs bien plus large notamment les produits dérivés, les fonds de capital-risque, les fonds d'investissements, les prestataires de services d'investissement

SION ET RECOMMANDATIONS

Recommandations

- Le renforcement de la centrale des bilans et de la Centrale des Incidents de Paiement ainsi qu'un système judiciaire propre aux litiges financiers permettant d'améliorer la réalisation des garanties et de réduire les créances improductives.
- La révision des ratios prudentiels pour l'adapter au contexte de la zone CEMAC
- La mise en œuvre du plan comptable des établissements de microfinance en ramenant son applicabilité dès 2012 afin de mieux harmoniser le corpus comptable
- Le renforcement des capacités humaines de la COBAC et du MINFI pour un meilleur suivi des banques et des EMF
- Promotion par l'Etat, d'un environnement financier favorable au développement de l'entreprise notamment en facilitant entre autres le financement des Micro et Petites Entreprises (MPE). On pourrait même envisager la mise en place d'un fonds de garantie à la disposition des EMF soutenant les MPE.

ION ET RECOMMANDATIONS

Recommandations (suite)

- Nécessité pour les établissements de crédits de prendre des mesures d'urgence afin de contenir les effets des rendements croissants générés par la liquidité abondante par:
 - ❖ Baisse des coûts des dépôts;
 - ❖ Réduction du niveau des frais généraux.
- Renforcement des fonds propres de manière à avoir un impact significatif sur la tarification du crédit
- Nécessité de disposer d'informations fiables et présentées selon un format standard sur les résultats financiers et la performance des institutions financières. L'Etat doit appuyer toute initiative de mise en place des systèmes performants d'évaluation et de notation des risques.

ION ET RECOMMANDATIONS

Recommandations suite et fin

- Susciter la réflexion autour des actions comme : 1) la mise en place des lignes de financement bancaire à moyen et long terme et dont les critères d'éligibilité sont basés sur le projet et la qualité intrinsèque du promoteur, 2) le mécanisme de suivi accompagnement des promoteurs, 3) la création ou la multiplication des lignes de crédit-bail ou leasing au niveau des établissements financiers spécialisés
- Les Etats financiers des banques doivent être conçus comme un moyen d'information des investisseurs, des déposants et autres tiers intéressés.
- Investir dans les systèmes d'enregistrement foncier pour les rendre fiables, efficace et moins coûteux. Il en est de même de la promotion des mécanismes alternatifs tels que les garanties partielles ou la caution mutuelle. Pour cela, le Gouvernement pourrait inciter la création d'un fonds de garantie pour établir un juste équilibre entre la protection à un coût raisonnable et l'aléa moral. Il pourrait envisager la mise en place d'un mécanisme de partage des risques entre les investisseurs et les porteurs de projets (l'investisseur devrait prendre autant de risque que le porteur de projet).



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

EVALUATION DE L'EFFICACITE ET ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER CAMEROUNAIS

MERCI DE VOTRE ATTENTION